



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NUMERO — 4\$00

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre	200\$
A 1.ª série	140\$	"	80\$
A 2.ª série	120\$	"	70\$
A 3.ª série	120\$	"	70\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

ADMINISTRAÇÃO DA IMPRENSA NACIONAL DE LISBOA

AVISO

Por ordem superior e para constar, comunica-se que não serão aceites quaisquer originais destinados ao «Diário do Governo» desde que não tragam aposta a competente ordem de publicação, assinada e autenticada com selo branco.

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.º 43 903:

Aprova, para ratificação, o Acordo sobre as dívidas comerciais de pessoas residentes na Turquia e respectivo Memorando.

Aviso:

Torna público ter sido assinado em Angora um acordo entre o Governo da República Portuguesa e o Governo da República da Turquia relativo às modalidades técnicas de aplicação do Acordo sobre as dívidas comerciais de pessoas residentes na Turquia, assinado em Paris a 11 de Maio de 1959.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.º 43 903

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovado, para ratificação, o Acordo sobre as dívidas comerciais de pessoas residentes na Turquia e respectivo Memorando, cujos textos, em francês e na tradução para a língua portuguesa, vão anexos ao presente decreto-lei.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 9 de Setembro de 1961. — AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ — António de Oliveira Salazar — José Gonçalo da Cunha Sottomayor Correia de Oliveira — Alfredo Rodrigues dos Santos Júnior — João de Matos Antunes Varela —

António Manuel Pinto Barbosa — Mário José Pereira da Silva — Fernando Quintanilha Mendonça Dias — Alberto Marciano Gorjão Franco Nogueira — Eduardo de Arantes e Oliveira — Adriano José Alves Moreira — Manuel Lopes de Almeida — José do Nascimento Ferreira Dias Júnior — Carlos Gomes da Silva Ribeiro — José João Gonçalves de Proença — Henrique de Miranda Vasconcelos Martins de Carvalho.

Accord sur les dettes commerciales de personnes résidant en Turquie

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de la République Française, de la République Italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume de Suède, de la Confédération Suisse et de la République de Turquie (appelé ci-dessous le «Gouvernement turc»);

Considérant qu'ils sont membres de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (appelée ci-dessous l'«Organisation»);

Considérant que, le 29 juillet 1958, le Conseil de l'Organisation a adopté une Résolution concernant le Programme de Stabilisation de la Turquie (appelée ci-dessous la «Résolution»), dans laquelle il prenait note d'une déclaration du Gouvernement turc indiquant qu'un aménagement du service des dettes de personnes résidant en Turquie envers des personnes résidant dans les pays des autres Parties Contractantes devait être effectué;

Constatant qu'à l'expiration du moratoire de transfert dont l'Organisation avait pris note dans la Résolution, le Gouvernement turc pourra reprendre, dans le cadre du présent Accord, aux dates prévues par ledit Accord, le transfert des paiements relatifs à certaines catégories de dettes de personnes résidant en Turquie;

Reconnaissant qu'à cet effet un effort commun se révèle nécessaire;

Considérant que, dans la Résolution, l'Organisation a demandé aux gouvernements intéressés de convenir d'arrangements relatifs au remboursement de telles dettes, qui sont échues ou qui viendront à échéance dans les prochaines années, et à un étalement dans le temps de leur règlement, compte tenu des possibilités de paiement de la Turquie, en fonction des besoins et résultats escomptés du Programme de Stabilisation de ce pays;

Désireux de donner effet à ces principes par les dispositions du présent Accord;

Considérant que, le 30 janvier 1959, le Conseil de l'Organisation a adopté une décision concernant la mise en œuvre et le développement du Programme de Stabilisation de la Turquie et l'octroi à ce pays d'un crédit par le Fonds Européen, décision aux termes de laquelle il recommandait aux gouvernements Membres d'inciter les personnes résidant dans leurs pays respectifs, qui auraient conclu, avec des personnes résidant en Turquie, des contrats dont l'exécution aurait commencé avant le 5 août 1958, à ouvrir avec celles-ci des négociations en vue d'apporter à la partie de ces contrats qui n'avait pas encore été exécutée à la date du 5 août 1958 et dont le paiement doit être effectué avant le 1^{er} janvier 1964, des modifications destinées à en rendre les conditions plus favorables aux personnes résidant en Turquie, compte tenu du Programme de Stabilisation, étant entendu que ces conditions ne seraient pas plus favorables pour les débiteurs que celles qui sont fixées dans le plan d'étalement dans le temps établi pour le règlement de certaines catégories de dettes visées par le présent Accord;

Considérant qu'une Conférence, qui a traité de l'aide financière à la Turquie et des dettes commerciales de personnes résidant en Turquie, s'est tenue, sous l'égide de l'Organisation, du 22 septembre 1958 au 6 mai 1959, conférence à laquelle les Parties Contractantes et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ont pris part et au cours de laquelle le présent Accord a été élaboré;

Notant qu'au cours de cette Conférence, le Gouvernement turc et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ont fait connaître leur intention de procéder à un échange de notes concernant les dettes commerciales de personnes résidant en Turquie envers des créanciers des États-Unis;

Considérant que le principe d'une égalité approximative de traitement entre les divers États dont les gouvernements ont pris part, ainsi que le Gouvernement turc, à ladite Conférence, devrait inspirer cet échange de notes aussi bien que les divers Accords bilatéraux qui seront conclus par lesdits gouvernements avec le Gouvernement turc en vue de convenir de certaines modalités techniques pour l'étalement dans le temps du règlement de telles dettes;

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1

Portée de l'Accord

a. Les Parties Contractantes reconnaissent que l'établissement, en vertu du présent Accord, ainsi que la mise en œuvre du plan d'étalement dans le temps du règlement des dettes de personnes résidant en Turquie envers des personnes résidant dans les pays des autres Parties Contractantes, n'affecteront pas les droits et obligations des divers créanciers, débiteurs ou garants intéressés.

b. De même, les Parties Contractantes reconnaissent que les seules obligations qu'assumera le Gouvernement turc en vue d'assurer le règlement des dettes de personnes résidant en Turquie, appartenant aux catégories visées par le présent Accord, sont celles définies dans ledit Accord et dans les Accords bilatéraux conclus en application de l'Article 13.

ARTICLE 2

Définitions

Aux fins du présent Accord et de son Annexe I ci-jointe:

1. L'expression «accord bilatéral» a, ci-après, le sens d'accord conclu en application de l'Article 13;

2. L'expression «annuité transférée» a le sens défini au paragraphe a de l'Article 7;

3. Le terme «créancier» a le sens défini au paragraphe a de l'Article 3;

4. Le terme «débiteur» a le sens défini au paragraphe a de l'Article 3;

5. Le terme «dette» désigne toute dette, répondant aux conditions prévues à l'Article 3, qui sera réglée conformément au présent Accord;

6. L'expression «dette envers les créanciers des États-Unis» désigne toute dette appartenant à l'une quelconque des catégories définies à l'Article 3, ladite dette étant toutefois due à une personne résidant aux États-Unis d'Amérique;

7. L'expression «dûment autorisé par les Autorités turques» signifie que les Autorités turques compétentes ont donné leur autorisation, conformément à la législation et à la réglementation turques, telles qu'elles ont été interprétées par ces Autorités lors de l'octroi des autorisations ou licences;

8. L'expression «institution appropriée» d'une Partie Contractante désigne la Banque Centrale ou toute autre institution désignée, aux fins du présent Accord, dans un Accord bilatéral;

9. L'expression «intérêt moratoire» a le sens défini au paragraphe a de l'Article 10;

10. L'expression «intérêt moratoire contractuel» a le sens défini au paragraphe b de l'Article 10;

11. L'expression «monnaie appropriée» a le sens défini au paragraphe d de l'Article 5;

12. L'expression «montant total des annuités transférées» a le sens défini au paragraphe b de l'Article 7;

13. Le terme «parité» a le sens défini au paragraphe d de l'Article 7;

14. L'expression «pays créancier» désigne tout pays, autre que la République de Turquie, dont le gouvernement est Partie au présent Accord et comprend tout territoire dont la Partie Contractante intéressée assume la représentation internationale; l'expression «tout pays créancier» se rapporte à toutes les Parties Contractantes autres que le Gouvernement turc, mais comprend aussi les États-Unis d'Amérique;

15. L'expression «plan d'étalement dans le temps» signifie les arrangements qui sont établis par le présent Accord;

16. L'expression «versement en instance de transfert» désigne un paiement, en monnaie appropriée, dont le Gouvernement turc doit assurer le transfert, conformément à l'Article 6, dans la mesure où le transfert n'a pas eu lieu; toutefois elle comprend aussi tout versement dont la contrevaletur a été utilisée en Turquie en vertu de l'Article 9, jusqu'au moment où il aurait dû être transféré conformément à l'Article 8;

17. L'expression «31 décembre», utilisée comme date de référence, se rapporte, pour toute année, à la position des comptes lors de la clôture des opérations à cette date.

ARTICLE 3

Les dettes

a. Sous réserve des dispositions de l'Article 4, les dispositions du présent Accord s'appliqueront à toute

dette d'une personne résidant en Turquie, à titre de débiteur initial ou de garant, envers une personne résidant dans un pays créancier (lesdites personnes étant appelées ci-dessous, respectivement, le «débiteur» ou le «créancier»), à condition:

- i. Que la dette découle d'un contrat relatif à l'importation de biens ou d'une transaction relative à des services, dûment autorisés par les Autorités turques;
- ii. Que les prestations de biens ou de services aient été effectués avant le 5 août 1958;
- iii. Que le paiement afférent à la dette soit venu à échéance, ou vienne à échéance, avant le 1^{er} janvier 1964.

b. Le terme «dette» comprend également tout intérêt contractuel échu ou à échoir jusqu'à la date du 1^{er} janvier 1964, ainsi que les intérêts moratoires contractuels qui sont échus jusqu'à la date de signature du présent Accord.

ARTICLE 4

Dérogations

Les dispositions du présent Accord ne s'appliqueront pas à l'exécution:

- i. De toute obligation dont le règlement fait l'objet d'un prélèvement sur les recettes d'exportation de la Turquie, en application d'un contrat spécial conclu avant le 5 août 1958, dûment autorisé par les Autorités turques et figurant sur une liste annexée à un Accord bilatéral;
- ii. De tout paiement dû, à compter du 5 août 1958 inclus, au titre de transactions invisibles courants, à l'exception de tout intérêt contractuel, tel qu'il est prévu au paragraphe b de l'Article 3;
- iii. Du remboursement d'un prêt sur nantissement, ainsi que du versement des intérêts, des commissions bancaires ou de charges diverses y afférents;
- iv. Du remboursement de tout emprunt accordé ou Gouvernement turc par une autre Partie Contractante et du versement des intérêts y afférents;
- v. De tout paiement afférent à des prestations de biens ou de services, effectuées dans le cadre d'un Accord international, conclu avant le 5 août 1958 et spécifié dans certains Accords bilatéraux.

ARTICLE 5

Versements

a. Les versements en livres turques, au titre des dettes, seront effectués à la Banque Centrale de la République de Turquie, qui les acceptera à la date d'échéance dûment autorisée par les Autorités turques, à condition:

- i. Que l'obligation d'effectuer lesdits versements continue d'incomber exclusivement au débiteur;
- ii. Qu'une demande de transfert du versement dûment autorisé par les Autorités turques ait été ou soit soumise à ladite Banque Centrale;
- iii. Que, s'il s'agit d'une dette libellée en une monnaie autre que la monnaie turque, le

montant du versement soit calculé au taux de change effectif appliqué en Turquie conformément à la réglementation turque en vigueur à la date où le versement a été effectué, ou est censé avoir été effectué, conformément au paragraphe b.

b. Dans le cas où, en vertu d'un régime particulier qui lui est accordé par la législation ou la réglementation turque, le débiteur est dûment autorisé par les Autorités turques à effectuer le versement après la date à laquelle celui-ci est exigible, le versement sera censé avoir été effectué, aux fins du présent Accord, à la date initiale autorisée pour ce versement, sous réserve des dispositions du paragraphe a, ii, de l'Article 6.

c. La Banque Centrale de la République de Turquie notifiera, dès que possible, à l'institution appropriée du pays créancier intéressé:

- i. Tout versement effectué à ladite Banque Centrale, au titre d'une dette, avant la date de l'entrée en vigueur du présent Accord, ou censé avoir été effectué avant cette date, conformément au paragraphe b, et non encore transféré au créancier;
- ii. Tout versement effectué à ladite Banque Centrale, conformément au paragraphe a, ou censé avoir été effectué, conformément au paragraphe b, à partir de cette date;

d. La notification indiquera:

- i. Le montant du versement effectué en livres turques à la Banque Centrale de la République de Turquie;
- ii. Le montant dudit versement exprimé en la même monnaie que l'obligation d'origine dûment autorisée par les Autorités turques, ou, dans le cas d'une dette libellée en livres turques, dans la monnaie du pays créancier où réside le créancier (l'une ou l'autre monnaie étant appelée ci-dessous «la monnaie appropriée»). Pour faire ce calcul, le taux de change à employer sera le taux de change effectif appliqué en Turquie conformément à la réglementation turque en vigueur à la date où le versement a été effectué, ou est censé avoir été effectué, conformément au paragraphe b.

ARTICLE 6

Obligations découlant de l'application de l'Article 5

Le Gouvernement turque fera en sorte:

a. Que chaque versement effectué à la Banque Centrale de la République de Turquie, conformément à l'Article 5:

- i. Demeure, sous réserve des dispositions de l'Article 9, auprès de ladite Banque Centrale jusqu'à son transfert;
- ii. Soit transféré au créancier intéressé, conformément aux dispositions de l'Article 7, dans la monnaie appropriée, au taux de change appliqué en Turquie conformément à la réglementation turque en vigueur à la date où le versement a été effectué, ou est censé avoir été effectué, conformément au paragraphe b de l'Article 5, étant entendu que tout versement censé d'avoir été effectué au titre dudit

paragraphe ne sera transféré que s'il est effectivement reçu par ladite Banque Centrale, au plus tard au moment du transfert;

b. Que les versements en instance de transfert portent un intérêt moratoire, conformément à l'article 10, ledit intérêt moratoire étant transféré, conformément aux dispositions dudit article.

ARTICLE 7

Plan de transfert

a. Afin d'assurer le règlement des dettes visé par le présent Accord, le Gouvernement turc, dans les douze ans qui suivront la signature dudit Accord, assurera, chaque année, aux créanciers résidant dans chaque pays créancier, le transfert, en monnaie appropriée, d'un montant (appelé ci-dessous l'«annuité») qui sera déterminé et transféré conformément aux dispositions du présent article. En outre, le Gouvernement turc assurera le transfert des intérêts moratoires ou des intérêts moratoires contractuels, selon le cas, ainsi qu'il est prévu à l'Article 10.

b. Pendant les six premières années de cette période, le montant total des annuités transférées, y compris les transferts afférents à des dettes envers des créanciers des Etats-Unis (ledit montant total étant appelé ci-dessous le «montant total des annuités») sera:

- i.* Pour les cinq premières années de cette période, équivalent successivement, chaque année, à 15 millions, 20 millions, 25 millions, 30 millions et 35 millions de dollars des Etats-Unis;
- ii.* Pour la sixième année de cette période, égal au septième du montant total des versements en instance de transfert à tous les pays créanciers, à la date du 31 décembre 1963.

c. Sous réserve des dispositions du paragraphe *e*, pendant chacune des six premières années de cette période, le montant total des annuités transférées sera réparti entre les pays créanciers, selon la proportion que le montant des versements en instance de transfert à chaque pays créancier représente, à la date de référence, par rapport au montant total des versements en instance de transfert à tous les pays créanciers, à la même date, à condition:

- i.* Que la date de référence soit le 5 août 1958 pour les deux premières années de cette période, le 31 décembre 1960 pour les troisième et quatrième années, et le 31 décembre 1962 pour les cinquième et sixième années;
- ii.* Que les annuités transférées pour les deux premières années de cette période soient calculées conformément au tableau faisant l'objet de l'Annexe I au présent Accord;
- iii.* Que, sur la base de la répartition entre les pays créanciers, les versements aux créanciers des Etats-Unis soient, pour les troisième, quatrième et cinquième années, respectivement de 13,939 pour cent, 14,206 pour cent et 14,314 pour cent du montant total des annuités transférées à tous les pays créanciers, et, pour la sixième année, soient égaux au septième du montant total des versements en instance de transfert aux créanciers des Etats-Unis au 31 décembre 1963.

Cet arrangement n'affectera pas le montant total des annuités transférées prévu au paragraphe *b*.

- d. i.* Le montant total des versements en instance de transfert à l'une de ces dates de référence sera calculé en dollars des Etats-Unis sur la base des parités en vigueur entre les monnaies appropriées et le dollar des Etats-Unis à la date de référence en question. L'annuité transférée à chaque pays créancier sera exprimée dans les monnaies appropriées sur la base des parités utilisées lors du précédent calcul du montant total des versements en instance de transfert. Néanmoins, les calculs relatifs aux deux premières annuités transférées seront faits sur la base des parités en vigueur à la date de la signature du présent Accord.
- ii.* Aux fins du présent Accord, la parité entre une monnaie appropriée et le dollar des Etats-Unis sera celle déclarée au Fonds Monétaire International à la date de référence en question. Dans le cas où une telle parité n'existe pas, il sera fait usage de la parité officielle du dollar des Etats-Unis dans le pays intéressé ou de la parité calculée sur la base de la teneur légale en or fin de la monnaie intéressée et de la parité déclarée au Fonds Monétaire International entre l'or et le dollar des Etats-Unis, à la date de référence en question.

e. Dans la mesure nécessaire au règlement des dettes envers les créanciers résidant au Luxembourg, en Norvège, au Portugal et, dans le cas des annuités afférentes à la troisième année de cette période, au Danemark, le Gouvernement turc assurera, au cours des trois premières années de cette période, vers chacun de ces pays créanciers, des transferts annuels qui, au total, représenteront 2 pour cent du montant total des annuités transférées pendant l'année correspondante.

f. Pour les six dernières années de cette période, les annuités transférées à chaque pays créancier seront égales successivement à un sixième, à un cinquième, à un quart, à un tiers, à la moitié et au reliquat du montant total des versements en instance de transfert à ce pays, le 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle l'annuité correspondante est transférée.

g. Le Gouvernement turc transférera chaque annuité, conformément aux listes prévus au paragraphe *a* de l'Article 8, en quatre tranches d'un égal montant, les 30 juin, 30 septembre, 31 décembre et 31 mars de chaque année, à condition:

- i.* Qu'au cours de la première année les tranches soient transférées respectivement les 31 juillet, 31 octobre, 31 décembre 1959 et 31 mars 1960 au plus tard;
- ii.* Que le montant à transférer, conformément aux dispositions du présent paragraphe, soit réduit du montant de tout versement dont la contrepartie a été utilisée en Turquie en vertu de l'Article 9 et qui aurait dû être transféré au cours de l'année correspondante.

ARTICLE 8

Exécution du plan de transfert

a. Les Autorités turques compétentes dresseront périodiquement, en consultation avec l'institution appro-

priée de chaque pays créancier, des listes, en vue de déterminer les créanciers de chaque pays auxquels l'institution appropriée de la Turquie transférera les versements.

b. Les listes visées au paragraphe précédent seront établies dans l'ordre de règlement convenu par agrément mutuel entre le Gouvernement turc et la Partie Contractante intéressée, et réserveront la priorité à tout créancier détenteur de créances dont le montant global n'excéderait pas un montant spécifié convenu par agrément mutuel. L'ordre de règlement pourra être ultérieurement modifié par agrément mutuel.

c. Afin d'effectuer le transfert aux créanciers spécifiés dans les listes visées aux paragraphes précédents, l'institution appropriée de la Turquie transmettra, par l'intermédiaire de l'institution appropriée du pays créancier intéressé, un ordre de paiement établi au bénéfice de chacun desdits créanciers, compte tenu des dispositions de l'Article 10 et conformément à la notification faite en application des paragraphes c et d de l'Article 5.

ARTICLE 9

Utilisation des Fonds en Turquie

a. A condition d'avoir été dûment autorisé à cet effet par les Autorités turques et, le cas échéant, sous réserve de la réglementation des changes du pays créancier intéressé, le créancier peut utiliser, en monnaie turque, tout ou partie d'un versement en instance de transfert qui lui est dû, afin d'effectuer en Turquie, pour son propre compte, des investissements ou toute autre dépense.

b. Dans la mesure où il doit être utilisé conformément aux dispositions du paragraphe précédent, le versement en instance de transfert sera reconverti en monnaie turque, aux taux de change qui, à la date de reconversion, est effectivement en vigueur en Turquie, pour les opérations de même nature effectuées sous forme de nouveaux apports en devises.

ARTICLE 10

Intérêts moratoires

a. Le Gouvernement turc versera au créancier un intérêt moratoire de 3 pour cent l'an au titre de tout versement en instance de transfert, sous réserve que ledit versement n'ait pas été utilisé en Turquie en vertu de l'Article 9.

b. Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, aucun intérêt moratoire ne sera versé dans le cas où, conformément aux dispositions contractuelles dûment autorisées par les Autorités turques, le débiteur se sera engagé à verser au créancier un intérêt (appelé, dans le présent Accord, «intérêt moratoire contractuel») à partir de la date à laquelle le versement est exigible et jusqu'à l'exécution du transfert. Les versements effectués à la Banque Centrale de Turquie, au titre d'intérêts moratoires contractuels, seront

- i) Calculés conformément aux principes exposés au paragraphe a, *iii*, de l'Article 5 et transférés au créancier intéressé, conformément à cet Article et aux principes exposés au paragraphe a, *ii*, de l'Article 6;
- ii. Censés être un intérêt moratoire aux fins du transfert prévu aux paragraphes d et e.

c. L'intérêt moratoire devra être versé à compter de la date de la signature du présent Accord, ou de la

date à laquelle le versement est exigible, si cette seconde date est postérieure à la première, jusqu'à l'exécution du transfert du versement ou jusqu'à son utilisation en vertu de l'Article 9. L'intérêt moratoire sera déterminé et transféré dans la monnaie appropriée.

d. Sous réserve du paragraphe e, l'intérêt moratoire sera versé et transféré au créancier intéressé, le 31 décembre de chaque année, étant entendu toutefois que, pour chaque transfert de principal, l'intérêt restant dû à ce titre sera transféré simultanément.

e. Nonobstant les dispositions du paragraphe d, l'intérêt moratoire afférent aux versements en instance de transfert et qui, aux termes dudit paragraphe, est exigible le 31 décembre 1959, pourra être transféré ultérieurement et, en tout cas, avant le 1^{er} janvier 1961. Dans le cas où il serait transféré à une date postérieure au 31 décembre 1959, le montant total de l'intérêt payable jusqu'à cette date, conformément au paragraphe c, sera versé et transféré au même moment.

ARTICLE 11

Accords antérieurs d'amortissement

a. Les Accords bilatéraux antérieurement conclus par le Gouvernement turc avec toute autre Partie Contractante au sujet de l'amortissement des dettes commerciales extérieures turques, ainsi que les dispositions y relatives d'autres Accords conclus entre le Gouvernement turc et toute autre Partie Contractante ne sont plus applicables dès la date de la signature du présent Accord et seront abrogés, avec effet à la date de la mise en vigueur du présent Accord, par les Accords bilatéraux qui seront conclus en application de l'Article 13 du présent Accord.

b. En abrogeant lesdits Accords ou dispositions, les Parties intéressées stipuleront qu'en ce qui concerne tout compte ouvert au nom de la Banque Centrale de la République de Turquie par l'institution compétente du pays créancier, en application desdits Accords bilatéraux ou dispositions:

- i. Les montants portés au crédit de ladite Banque Centrale, avant le 5 août 1958, seront utilisés comme il est prévu par l'Accord bilatéral ou les dispositions en question;
- ii. Les montants portés au crédit de ladite Banque Centrale à partir de cette date seront mis à la disposition de ladite Banque Centrale.

ARTICLE 12

Banque Centrale de la République de Turquie

Dans l'exécution des dispositions du présent Accord, la Banque Centrale de la République de Turquie agira comme agent du Gouvernement turc et n'encourra en aucun cas d'obligation au titre du présent Accord.

ARTICLE 13

Accords bilatéraux

a. Des Accords bilatéraux régissant les modalités techniques d'application du présent Accord seront conclus entre le Gouvernement turc et chaque autre Partie Contractante. Ces Accords bilatéraux contiendront également des dispositions relatives à l'abrogation de tout accord antérieur d'amortissement et de toutes dispositions connexes, conformément à l'Article 11 du présent Accord.

b. Les Accords bilatéraux devront être compatibles avec les dispositions du présent Accord. En cas d'incompatibilité entre les dispositions du présent Accord et les dispositions d'un Accord bilatéral, les dispositions du présent Accord prévaudront. Toutefois, les dispositions de l'Accord bilatéral entre le Gouvernement turc et le Gouvernement italien, liées aux modalités particulières envisagées par les Autorités italiennes en vue d'appliquer le présent Accord aux créanciers résidant en Italie et découlant de la substitution éventuelle auxdits créanciers d'une institution qui serait désignée par lesdites Autorités dans l'Accord bilatéral, ne seront pas considérées comme incompatibles avec les dispositions du présent Accord.

ARTICLE 14

Echange de renseignements

a. Les Parties Contractantes échangeront entre elles les textes des Accords bilatéraux, ainsi que toutes les informations nécessaires à la bonne exécution du présent Accord. Ces informations seront, en particulier, les suivantes:

- i. Des états, à établir aussitôt que possible et, en tout cas, avant le 1^{er} janvier 1961, indiquant les montants totaux des versements en instance de transfert à la date du 5 août 1958 et à la date de la signature du présent Accord;
- ii. Des états, à établir au début de chaque année civile suivante, indiquant le montant total des versements en instance de transfert au 31 décembre de l'année précédente;
- iii. Des états, à établir au début de chaque année civile, indiquant le montant total des versements en instance de transfert dont la contrevaletur a été utilisée en Turquie, en vertu de l'Article 9, au cours de l'année précédente, et indiquant, en même temps, le montant des versements en instance de transfert utilisée antérieurement en vertu dudit article et qui auraient été transférés au cours de l'année précédente;
- iv. Des états, à établir au début de chaque année civile, indiquant les montants totaux des paiements au titre du principal, des intérêts moratoires et des intérêts moratoires contractuels transférés pendant l'année précédente.

b. Les montants indiqués dans les états prévus au paragraphe précédent seront exprimés, pour chaque pays créancier, dans les monnaies appropriées, ainsi qu'en dollars des Etats-Unis calculés sur la base de la parité définie au paragraphe d de l'Article 7.

c. Les états prévus aux alinéas i et ii du paragraphe a seront soumis, au préalable, par l'institution appropriée désignée par le Gouvernement turc, aux fins de vérification, à l'institution appropriée désignée à cet effet par chaque Partie Contractante, qui devra informer l'institution appropriée turque du résultat de l'enquête effectuée aux fins de cette vérification. Les états prévus aux alinéas iii et iv du paragraphe a feront l'objet d'une confrontation entre l'institution appropriée désignée par le Gouvernement turc et l'institution appropriée désignée à cet effet par chaque Partie Contractante.

d. Les textes des Accords bilatéraux seront communiqués à l'Organisation par les Parties Contractantes intéressées. Il en sera de même pour les états établis en vertu du paragraphe a, après leur vérification ou leur confrontation, selon le cas, conformément aux dispositions du paragraphe c. Lesdites Parties Contractantes demanderont à l'Organisation de communiquer ces textes et ces états aux autres Parties Contractantes et au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

ARTICLE 15

Convocation d'une Conférence

Une Conférence, à laquelle les Parties Contractantes et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique seront invités à se faire représenter, pourra être réunie sur l'invitation de l'un de ces gouvernements. Cette invitation précisera l'objet et les raisons de la réunion de cette Conférence.

ARTICLE 16

Ratification, entrée en vigueur, terminaison

a. Le présent Accord sera ratifié. Les Parties Contractantes entameront leur procédure constitutionnelle requise aux fins de la ratification du présent Accord, dans un délai de six mois.

b. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation qui notifiera leur dépôt à tous les Signataires.

c. Le présent Accord entrera en vigueur dès le dépôt des instruments de ratification par tous les Signataires.

d. Le présent Accord prendra fin, à l'égard d'une Partie Contractante, dès qu'il ne restera aucun paiement en instance de transfert à un créancier résidant dans le pays de cette Partie Contractante ni de dette à régler à un tel créancier en vertu du présent Accord.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent Accord.

Fait à Paris, le onze mai, mil neuf cent cinquante-neuf, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en deux exemplaires dont l'un sera déposé auprès du Gouvernement turc et l'autre auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les autres Signataires.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Karl Werkmeister.
Dr. Kurt Daniel.

Pour la République d'Autriche:

Hans Kloss.

Pour le Royaume de Belgique:

R. Ockrent.

Pour le Royaume de Danemark:

E. Bartels.

Pour la République Française:

François Valéry.

Pour la République Italienne:

G. Cosmelli.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

Paul Reuter.

Pour le Royaume de Norvège:

Jens Boyesen.

Pour le Royaume des Pays-Bas:

Strengers.

Pour la République Portugaise:

J. Calvet de Magalhães.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Hugh Ellis-Rees.

Pour le Royaume de Suède:

Ingemar Hägglöf.

Pour la Confédération Suisse:

Agostino Soldati.

Pour la République de Turquie:

O. Gökmen.

O. Gökmen.

Karl Werkmeister.

R. Ockrent.

E. Bartels.

François Valéry.

J. Calvet de Magalhães.

Hugh Ellis-Rees.

Ingemar Hägglöf.

Agostino Soldati.

G. Cosmelli.

Dr. Kurt Daniel.

Hans Kloss.

H. Cambier.

Borge Andersen.

Michel Rougé.

Paul Reuter.

Protocole d'application provisoire de l'Accord sur les dettes commerciales de personnes résidant en Turquie

Les signataires de l'Accord sur les dettes commerciales de personnes résidant en Turquie (appelé ci-dessous l'«Accord sur les dettes») signé ce jour;

Désireux de donner effet sans délai à l'Accord sur les dettes;

Sont convenus de ce qui suit;

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 ci-dessous, les Parties au présent Protocole appliqueront, à titre provisoire, les dispositions de l'Accord sur les dettes comme si ledit Accord était entré en vigueur à compter de la date de sa signature.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 ci-dessous, le Gouvernement turc et les autres Parties au présent Protocole cesseront provisoirement d'appliquer tout Accord bilatéral conclu précédemment par les dites Parties au sujet de l'amortissement des dettes commerciales extérieures turques, ainsi que les dispositions y relatives d'autres Accords conclus entre eux comme si l'Accord bilatéral ou la disposition en cause avait été abrogé à la date de la signature de l'Accord sur les dettes avec les effets prévus au paragraphe b de l'Article 11 dudit Accord.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 ci-dessous, le présent Protocole entrera en vigueur à dater de ce jour et demeurera en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord sur les dettes.

4. Si une Partie au présent Protocole déclare, lors de la signature, que l'Accord sur les dettes ne peut être mis en application, en ce qui la concerne, que sous réserve de ratification conformément aux dispositions de sa Constitution,

- i. Le présent Protocole entrera en vigueur, en ce qui concerne ladite Partie, à la date du dépôt de son instrument de ratification, effectué conformément aux dispositions de l'Article 16 de l'Accord sur les dettes;
- ii. Les dispositions de l'Accord sur les dettes s'appliqueront alors à titre provisoire, en ce qui concerne ladite Partie, comme s'il était entré en vigueur à la date prévue au paragraphe 1 ci-dessus.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

Fait à Paris, le onze mai, mil neuf cent cinquante-neuf, en français et en anglais, les deux textes faisant

ANNEXE I

Répartition des deux premières annuités

(En milliers de dollars des États-Unis)

	1 ^{re} année	2 ^e année
Annuités	15 000	20 000
Pays créanciers envers lesquels le règlement est effectué en vertu de l'Article 7 e (*)		
Luxembourg	125	194
Norvège	43	—
Portugal	132	206
	300	400
Reste	14 700	19 600

(*) Le Danemark participera à la répartition de la troisième annuité.

Autres pays créanciers	Pourcentage par rapport au total	Montants à distribuer	Montants à distribuer
Allemagne	22,635	3 327	4 436
Autriche	2,077	305	407
Belgique	5,373	791	1 054
France	8,732	1 284	1 711
Italie	7,175	1 055	1 406
Pays-Bas	4,321	635	847
Royaume-Uni	28,294	4 159	5 546
Suède	2,111	310	414
Suisse	1,261	185	247
États-Unis d'Amérique	18,021	2 649	3 532
	100	14 700	19 600

J. B. Jens Boyesen.

J. Strengers.

A. Fonseca Lopes.

F. A. Adams.

A. Edelstam.

E. Mürner.

également foi, en deux exemplaires, dont l'un sera déposé auprès du Gouvernement turc et l'autre auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les autres Signataires.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Karl Werkmeister.
Dr. Kurt Daniel.

Pour la République d'Autriche:

Hans Kloss.

Pour le Royaume de Belgique:

R. Ockrent.

Pour le Royaume de Danemark:

E. Bartels.

Pour la République Française:

François Valéry.

Pour la République Italienne:

G. Cosmelli.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

Paul Reuter.

Pour le Royaume de Norvège:

Jens Boyesen.

Pour le Royaume des Pays-Bas:

Strengers.

Pour la République Portugaise:

J. Calvet de Magalhães.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Hugh Ellis-Rees.

Pour le Royaume de Suède:

Ingemar Hägglöf.

Pour la Confédération Suisse:

Agostino Soldati.

Pour la République de Turquie:

O. Gökmen.

Mémoire relatif à la signature de l'Accord sur les dettes commerciales de personnes résidant en Turquie, le 11 mai, 1959.

1. Une Conférence s'est tenue du 22 septembre 1958 au 6 mai 1959, sous l'égide de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (appelée ci-dessous l'«Organisation»). Une de ses tâches était de convenir d'arrangements relatifs au remboursement des dettes de personnes résidant en Turquie envers des personnes résidant dans les pays invités à la Conférence, échues ou venant à échéance dans les prochaines années, et à l'étalement de leur remboursement dans le temps.

2. Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume

de Belgique, du Royaume de Danemark, de la République Française, de la République Italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume de Suède, de la Confédération Suisse et de la République de Turquie ont participé à cette Conférence. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a également participé à cette Conférence. A la suite de cette participation, ce Gouvernement et le Gouvernement de la République de Turquie ont fait connaître leur intention de procéder à un échange de notes concernant les dettes commerciales de personnes résidant en Turquie envers les créanciers des Etats-Unis.

Les noms des Chefs de délégation à la Conférence figurent à l'Annexe ci-jointe.

3. La Conférence a été présidée par M. E. A. Liefrinck, Conseiller financier de la Délégation des Pays-Bas auprès de l'Organisation. Pendant l'absence, pour cas de force majeure, de M. Liefrinck, la présidence a été assumée pendant trois semaines par M. T. Frey et, ensuite, par M. R. C. L. Brayne.

4. Au nom du Secrétaire général de l'Organisation, M. R. C. L. Brayne a dirigé le secrétariat de la Conférence. M. A. Elkin était le Conseiller juridique de la Conférence.

5. La Conférence, en conclusion de ses délibérations, telles qu'elles sont consignées dans ses rapports, a préparé, pour la signature des Gouvernements qui ont pris part à la Conférence et qui sont membres de l'Organisation, les instruments suivants:

(a) L'Accord sur les dettes commerciales de personnes résidant en Turquie (appelé ci-dessous l'«Accord»);

(b) Le Protocole d'application provisoire de l'Accord sur les dettes commerciales de personnes résidant en Turquie.

6. Ces instruments ont été paraphés à la dernière séance de la Conférence, le 6 mai 1959. La Conférence, ayant certifié en bonne et due forme les Pleins Pouvoirs, qui avaient été déposés à cet effet auprès du Secrétaire général de l'Organisation, a décidé, à cette séance, que la signature de ces instruments avait lieu le 11 mai 1959.

7. A sa dernière séance, la Conférence est convenue, aux fins de l'Accord, des interprétations suivantes:

(a) L'expression «taux de change effectif», utilisée à l'Article 5, signifie le cours officiel, majoré, le cas échéant, de toute prime officiellement perçue en Turquie pour l'achat ou la vente de devises, selon le cas;

(b) En ce qui concerne le paragraphe (a) (i) de l'Article 6, le Gouvernement turc entend que les versements effectués auprès de la Banque Centrale de la République de Turquie y demeureront, dans l'intérêt exclusif du créancier, et ne pourront faire l'objet d'aucune saisie de quelque nature que ce soit, du fait du débiteur.

8. A sa dernière séance, la Conférence a également pris note que:

(a) Pour sa part, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est disposé à communiquer à l'Organisation le texte de l'échange de notes prévu au paragraphe 2 et à participer aux échanges d'informations prévus à l'Article 14 de l'Accord, dans la mesure où ces informations sont disponibles et sur une base de réciprocité;

(b) (i) Le Chef de la Délégation de la Belgique a déclaré, au sujet du paragraphe (a) de l'Article 1 de

l'Accord, qu'il avait, à plusieurs reprises, exposé les difficultés que l'application des dispositions de ce paragraphe pourrait susciter en Belgique sur le plan pratique. Toutefois, devant l'impossibilité de résoudre ce problème au sein de la Conférence et afin de ne pas empêcher la conclusion de l'Accord, le Gouvernement belge, après une étude approfondie, est convenu d'adopter sans réserve ledit paragraphe, tout en constatant qu'il se trouve, de ce fait, dans l'impossibilité d'éviter les difficultés que pourrait susciter en Belgique l'application des dispositions de ce paragraphe;

(ii) Le Chef de la Délégation de la Turquie a répondu, en rappelant, pour sa part, les dispositions du paragraphe (b) du même article, selon lesquelles les seules obligations qu'assumera le Gouvernement turc en vue d'assurer le règlement des dettes de personnes résidant en Turquie appartenant aux catégories visées par l'Accord sont celles définies dans ledit Accord et dans les Accords bilatéraux conclus en application de l'Article 13.

(c) Les Chefs des Délégations de l'Allemagne et de la Turquie ont déclaré que, conformément aux principes exposés à l'Article 4 de l'Accord, leurs Gouvernements entendaient maintenir en vigueur les dispositions de l'Accord signé à Bonn, le 29 août 1956, et auquel l'Article 11 de l'Accord ne s'applique pas;

(d) Le Chef de la Délégation de la Turquie a déclaré que les dispositions du paragraphe (b) de l'Article 5 de l'Accord couvrent également les autorisations qui auraient été accordées dans le même sens par le Gouvernement turc pour les montants transférables des compagnies pétrolières en Turquie découlant de l'importation des produits pétroliers réalisées avant la date du 4 août 1958;

9. De plus, à sa dernière séance, la Conférence a pris note que:

(a) Les Chefs des Délégations de la Belgique et des Pays-Bas ont déclaré, au sujet du paragraphe 4 du Protocole d'application provisoire de l'Accord, que l'Accord ne pourra être mis en application, en ce qui concerne les Gouvernements belge et néerlandais, qu'à la condition qu'il soit ratifié conformément aux procédures constitutionnelles respectives de leurs pays;

(b) Le Président de la Conférence a déclaré, en conséquence, qu'en ce qui concerne la République de Turquie, les dispositions de l'Accord s'appliqueraient à l'égard du Royaume de Belgique et du Royaume des Pays-Bas aussitôt que l'instrument de ratification de l'Accord serait déposé par le Gouvernement en cause, conformément aux dispositions de l'Article 16.

10. En définitive, la Conférence a autorisé le Président et le Secrétaire de la Conférence à signer le présent Mémoire.

En foi de quoi les soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Mémoire.

Fait à Paris, le onze mai, mil neuf cent cinquante-neuf, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les Gouvernements ayant participé à la Conférence.

E. A. Lieftrink, Chairman.

R. C. Lugard Brayne, Director, O. E. C. E.

ANNEXE

Noms des Chefs de Délégation à la Conférence

Dr. K. Daniel, Allemagne.

M. H. Kloss, Autriche.

M. H. Cambier, Belgique.

M. B. Andersen, Danemark.

M. H. Saint-Bris, France.

M. F. Conti, Italie.

M. A. Philippe, Luxembourg.

M. P. Djønne, Norvège.

M. S. Boomstra, Pays-Bas.

M. A. F. Lopes, Portugal.

M. D. F. Hubback e M. J. S. Sadler, Royaume-Uni.

M. O. Rathsmann, Suède.

M. T. Frey e M. E. Mürner, Suisse.

M. O. Gökmen, Turquie.

Acordo sobre as dívidas comerciais de pessoas residentes na Turquia

Os Governos da República Federal da Alemanha, da República da Austria, do Reino da Bélgica, do Reino da Dinamarca, da República Francesa, da República Italiana, do Grão-Ducado do Luxemburgo, do Reino da Noruega, do Reino dos Países Baixos, da República Portuguesa, do Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda do Norte, do Reino da Suécia, da Confederação Suíça e da República da Turquia (chamado a seguir «Governo Turco»);

Considerando que são membros da Organização Europeia de Cooperação Económica (chamada a seguir «Organização»);

Considerando que o Conselho da Organização adoptou em 29 de Julho de 1958 uma Resolução relativa ao Programa de Estabilização da Turquia (chamada a seguir «Resolução»), na qual tomava nota de uma declaração do Governo Turco indicando que devia ser revisto o serviço de dívidas de pessoas residentes na Turquia a pessoas residentes nos países das outras Partes Contratantes;

Verificando que depois da expiração da moratória de transferência de que a Organização tinha tomado nota na Resolução o Governo Turco poderá, dentro do plano do presente Acordo e nas datas nele previstas, recommençar a transferência dos pagamentos relativos a determinadas categorias de dívidas de pessoas residentes na Turquia;

Reconhecendo que para esse fim se torna necessário um esforço comum;

Considerando que, na Resolução, a Organização pediu aos Governos interessados que estabelecessem acordos relativos ao reembolso de tais dívidas, vencidas ou a vencer nos próximos anos, e ao desdobramento da

sua liquidação por um período, tendo em conta as possibilidades de pagamento da Turquia, em função das necessidades e resultados esperados do Programa de Estabilização deste país;

Desejosos de dar execução a estes princípios nas disposições do presente Acordo;

Considerando que o Conselho da Organização adopta em 30 de Janeiro de 1959 uma decisão relativa à execução e ao desenvolvimento do Programa de Estabilização da Turquia e à concessão de um crédito a este país pelo Fundo Europeu, decisão nos termos da qual ele recomendava aos Governos Membros que incitassem as pessoas residentes nos seus respectivos países, que tivessem concluído contratos com pessoas residentes na Turquia cuja execução começasse antes de 5 de Agosto de 1958, a encetar negociações com estas a fim de introduzir as alterações necessárias na parte dos contratos que em 5 de Agosto de 1958 ainda não tivesse sido executada e cujo pagamento devesse ser efectuado antes de 1 de Janeiro de 1964, para tornar as suas condições mais favoráveis às pessoas residentes na Turquia, tendo em conta o Programa de Estabilização, ficando entendido que estas condições não seriam mais favoráveis aos devedores do que as fixadas no plano de amortização estabelecido para liquidação de determinadas categorias de dívidas indicadas no presente Acordo;

Considerando que uma Conferência que tratou do auxílio financeiro à Turquia e das dívidas comerciais de pessoas residentes na Turquia se realizou, sob a égide da Organização, de 22 de Setembro de 1958 a 6 de Maio de 1959, Conferência em que tomaram parte as Partes Contratantes e o Governo dos Estados Unidos da América e durante a qual se elaborou o presente Acordo;

Observando que no decurso dessa Conferência o Governo Turco e o Governo dos Estados Unidos da América expressaram a intenção de proceder a uma troca de notas relativas a dívidas comerciais de pessoas residentes na Turquia a credores dos Estados Unidos;

Considerando que o princípio de igualdade aproximativa de tratamento entre os diversos Estados cujos Governos tomaram parte com o Governo Turco na referida Conferência deveria inspirar essa troca de notas, bem como os diversos Acordos bilaterais que aqueles Governos concluísssem com o Governo Turco a fim de estipular certas modalidades técnicas para o desdobramento de tais dívidas;

Estipularam o seguinte:

ARTIGO 1.º

Ambito do Acordo

a. As Partes Contratantes reconhecem que o estabelecimento e a execução, em consequência do presente Acordo, do plano de amortização para liquidação de dívidas de pessoas residentes na Turquia a pessoas residentes em países das outras Partes Contratantes não afectarão os direitos e obrigações dos diversos credores, devedores ou fiadores interessados.

b. Igualmente reconhecem as Partes Contratantes que as únicas obrigações que o Governo Turco assumirá com o fim de assegurar a liquidação de dívidas de pessoas residentes na Turquia, pertencentes às categorias indicadas no presente Acordo, serão as definidas no mesmo Acordo e em Acordos bilaterais concluídos nos termos do artigo 13.º

ARTIGO 2.º

Definições

Para efeitos do presente Acordo e do seu Anexo I:

1. A expressão «Acordo bilateral» tem a seguir o sentido de Acordo celebrado nos termos do artigo 13.º;

2. A expressão «anuidade transferida» tem o sentido definido no parágrafo a do artigo 7.º;

3. O termo «credor» tem o sentido definido no parágrafo a do artigo 3.º;

4. O termo «devedor» tem o sentido definido no parágrafo a do artigo 3.º;

5. O termo «dívida» designa qualquer dívida, nas condições previstas no artigo 3.º, que seja liquidada nos termos do presente Acordo;

6. A expressão «dívida a credores dos Estados Unidos» designa qualquer dívida pertencente a qualquer das categorias definidas no artigo 3.º que, todavia, seja devida a uma pessoa residente nos Estados Unidos da América;

7. A expressão «devidamente autorizado pelas Autoridades turcas» significa que as Autoridades turcas competentes deram a sua autorização de harmonia com a legislação e a regulamentação turcas, tais como foram interpretadas por estas Autoridades quando concederam a respectiva autorização ou licença;

8. A expressão «instituição adequada» de uma Parte Contratante designa o Banco Central ou qualquer outra instituição designada para os efeitos do presente Acordo num Acordo bilateral;

9. A expressão «juro de mora» tem o sentido definido no parágrafo a do artigo 10.º;

10. A expressão «juro de mora contratual» tem o sentido definido no parágrafo b do artigo 10.º;

11. A expressão «moeda adequada» tem o sentido definido no parágrafo d do artigo 5.º;

12. A expressão «montante total das anuidades transferidas» tem o sentido definido no parágrafo b do artigo 7.º;

13. O termo «paridade» tem o sentido definido no parágrafo d do artigo 7.º;

14. A expressão «país credor» designa qualquer país, sem ser a República da Turquia, cujo Governo seja Parte no presente Acordo e incluí qualquer território por cuja representação internacional a Parte Contratante interessada seja responsável; a expressão «qualquer país credor» refere-se a todas as Partes Contratantes, excepto ao Governo Turco, mas compreende também os Estados Unidos da América;

15. A expressão «plano de amortização» significa os ajustes que são estabelecidos pelo presente Acordo;

16. A expressão «pagamento aguardando transferência» designa um pagamento, em moeda adequada, cuja transferência o Governo Turco deverá assegurar nos termos do artigo 6.º, na medida em que a transferência se não realizou; todavia, ela incluirá também qualquer pagamento cuja contrapartida tenha sido utilizada na Turquia em virtude do artigo 9.º, até ao momento em que teria de ser transferido de harmonia com o artigo 8.º;

17. A expressão «31 de Dezembro» de qualquer ano, empregada como data de referência, refere-se à posição das contas ao encerrarem-se as operações naquela data.

ARTIGO 3.º

Dívidas

a. Ressalvadas as disposições do artigo 4.º, as disposições do presente artigo aplicar-se-ão a qualquer

dívida de uma pessoa residente na Turquia, na qualidade de devedor original ou de fiador, a uma pessoa residente num país credor (as referidas pessoas são a seguir chamadas, respectivamente, «devedor» ou «credor»), conquanto que:

- i. A dívida resulte de um contrato relativo à importação de mercadorias ou de uma transacção relativa a serviços, devidamente autorizados pelas autoridades turcas;
- ii. As mercadorias tenham sido entregues ou os serviços tenham sido prestados antes de 5 de Agosto de 1958;
- iii. O pagamento referente à dívida se tenha vencido ou venha a vencer-se antes de 1 de Janeiro de 1964.

b. O termo «dívida» compreende igualmente qualquer juro contratual vencido ou a vencer até 1 de Janeiro de 1964, bem como os juros de mora contratuais que se tenham vencido até à data da assinatura do presente Acordo.

ARTIGO 4.º

Excepções

As disposições do presente Acordo não se aplicarão a execução:

- i. De qualquer obrigação cuja liquidação constitua um adiantamento sobre as receitas de exportação da Turquia nos termos de um contrato especial concluído antes de 5 de Agosto de 1958, devidamente autorizado pelas autoridades turcas e que figure numa lista anexa a um Acordo bilateral;
- ii. De qualquer pagamento devido a partir de 5 de Agosto de 1958, inclusive, relativamente a transacções invisíveis correntes, com excepção de qualquer juro contratual, como está previsto no parágrafo b do artigo 3.º;
- iii. Do reembolso de qualquer empréstimo sobre hipoteca, bem como do pagamento de juros, comissões bancárias ou outros encargos a ele referentes;
- iv. Do reembolso de qualquer empréstimo concedido ao Governo Turco por qualquer outra Parte Contratante e do pagamento dos juros a ele referentes;
- v. De qualquer pagamento referente à entrega de mercadorias ou prestação de serviços, efectuadas dentro do plano de um Acordo internacional concluído antes de 5 de Agosto de 1958 e especificado em determinados Acordos bilaterais.

ARTIGO 5.º

Pagamentos

a. Os pagamentos em libras turcas relativos a dívidas serão feitos ao Banco Central da República da Turquia, que os aceitará na data do vencimento devidamente autorizada pelas Autoridades turcas, conquanto que:

- i. A obrigação de efectuar os referidos pagamentos continue a competir exclusivamente ao devedor;
- ii. Um pedido de transferência do pagamento devidamente autorizado pelas Autoridades turcas tenha sido ou seja submetido ao referido Banco Central;

iii. Se se tratar de uma dívida expressa numa moeda que não seja a moeda turca, o montante do pagamento seja calculado à taxa de câmbio efectiva aplicada na Turquia de acordo com a regulamentação turca em vigor na data em que o pagamento se efectuou ou é considerado ter sido efectuado, nos termos do parágrafo b.

b. No caso em que o devedor, em virtude de um regime especial que lhe seja concedido pela legislação ou regulamentação turca, esteja devidamente autorizado pelas Autoridades turcas a efectuar o pagamento depois da data em que é devido, o pagamento será considerado, para efeitos do presente Acordo, como tendo sido efectuado na data inicial para tal autorizada, sob reserva das disposições do parágrafo a, ii, do artigo 6.º

c. O Banco Central da República da Turquia notificará, logo que seja possível, a instituição adequada do país credor interessado de:

- i. Qualquer pagamento relativo a uma dívida efectuado ao referido Banco Central antes da data da entrada em vigor do presente Acordo, ou considerado efectuado antes dessa data nos termos do parágrafo b, e que não tenha sido ainda transferido para o credor;
 - ii. Qualquer pagamento efectuado ao referido Banco Central nos termos do parágrafo a ou considerado efectuado nos termos do parágrafo b, a partir dessa data.
- d. A notificação deverá indicar:
- i. O montante do pagamento efectuado em libras turcas ao Banco Central da República da Turquia;
 - ii. O montante do referido pagamento expresso na mesma moeda que a obrigação de origem devidamente autorizada pelas Autoridades turcas ou, no caso de uma dívida expressa em libras turcas, na moeda do país credor onde reside o credor (qualquer destas moedas é chamada a seguir «moeda adequada»). Para fazer esse cálculo, a taxa de câmbio a empregar será a taxa de câmbio efectiva aplicada na Turquia de acordo com a regulamentação turca em vigor na data em que o pagamento foi efectuado ou é considerado ter sido efectuado, nos termos do parágrafo b.

ARTIGO 6.º

Obrigações derivadas da aplicação do artigo 5.º

O Governo Turco deverá proceder de forma que:

a. Cada pagamento efectuado ao Banco Central da República da Turquia nos termos do artigo 5.º:

- i. Fique depositado no referido Banco Central até à sua transferência, sob reserva das disposições do artigo 9.º;
- ii. Seja transferido para o credor interessado, de acordo com as disposições do artigo 7.º, na moeda adequada, à taxa de câmbio aplicada na Turquia, de harmonia com a regulamentação turca em vigor na data em que o pagamento foi efectuado ou é considerado ter sido efectuado, nos termos do parágrafo b do artigo 5.º, ficando entendido que qualquer pagamento considerado efectuado nos termos desse parágrafo só será transferido se for

efectivamente recebido pelo referido Banco Central o mais tardar no momento da transferência;

b. Os pagamentos aguardando transferência vençam um juízo de mora, nos termos do artigo 10.º, o qual deverá ser transferido de harmonia com as disposições do mesmo artigo.

ARTIGO 7.º

Plano de transferência

a. A fim de assegurar a liquidação das dívidas a que se refere o presente Acordo, o Governo Turco deverá, durante os doze anos seguintes à assinatura do referido Acordo, garantir todos os anos aos credores residentes em cada país credor a transferência, em moeda adequada, de um montante (chamado a seguir «anuidade») que será determinado e transferido de harmonia com as disposições do presente artigo. Além disso, o Governo Turco deverá assegurar a transferência dos juros de mora ou dos juros de mora contratuais, conforme o caso, como está previsto no artigo 10.º

b. Durante os seis primeiros anos daquele período, o montante total das anuidades transferidas, incluindo as transferências referentes a dívidas a credores dos Estados Unidos (este montante é chamado a seguir «montante total das anuidades»), será:

- i. Nos cinco primeiros anos daquele período, equivalente sucessivamente, em cada ano, a 15 milhões, 20 milhões, 25 milhões, 30 milhões e 35 milhões de dólares dos Estados Unidos;
- ii. No sexto ano daquele período, igual a um sétimo do montante total dos pagamentos aguardando transferência para todos os países credores em 31 de Dezembro de 1963.

c. Ressalvadas as disposições do parágrafo e, durante cada um dos seis primeiros anos daquele período, o montante total das anuidades transferidas será dividido pelos países credores conforme a proporção que o montante dos pagamentos aguardando transferência para cada país credor representa, na data de referência, em relação ao montante total dos pagamentos aguardando transferência para todos os países credores, na mesma data, contanto que:

- i. A data de referência seja 5 de Agosto de 1958 para os dois primeiros anos daquele período, 31 de Dezembro de 1960 para o terceiro e quarto anos e 31 de Dezembro de 1962 para o quinto e sexto anos;
- ii. As anuidades transferidas para os dois primeiros anos daquele período sejam calculadas de harmonia com o quadro que constitui o Anexo I ao presente Acordo;
- iii. Na base da distribuição entre os países credores, os pagamentos a credores dos Estados Unidos sejam, no terceiro, quarto e quinto anos, respectivamente, de 13,939 por cento, 14,206 por cento e 14,314 por cento do montante total das anuidades transferidas para todos os países credores e, no sexto ano, iguais a um sétimo do montante total dos pagamentos aguardando transferência para credores dos Estados Unidos em 31 de Dezembro de 1963. Esta disposição não afectará o montante total das anuidades transferidas previsto no parágrafo b.

d. i. O montante total dos pagamentos aguardando transferência em qualquer daquelas datas de referência será calculado em dólares dos Estados Unidos na base das paridades em vigor entre as moedas adequadas e o dólar dos Estados Unidos na data de referência em questão. A anuidade transferida para cada país credor será expressa nas moedas adequadas na base das paridades usadas no cálculo anterior do montante total dos pagamentos aguardando transferência. Contudo, os cálculos relativos às duas primeiras anuidades transferidas serão feitos na base das paridades em vigor na data da assinatura do presente Acordo.

ii. Para efeitos do presente Acordo, a paridade entre uma moeda adequada e o dólar dos Estados Unidos será a declarada ao Fundo Monetário Internacional na data de referência em questão. No caso de não existir essa paridade, empregar-se-á a paridade oficial do dólar dos Estados Unidos no país interessado ou a paridade calculada na base do teor legal em ouro fino da moeda interessada e da paridade declarada ao Fundo Monetário Internacional entre o ouro e o dólar dos Estados Unidos na data de referência em questão.

e. Na medida necessária para a liquidação das dívidas a credores residentes no Luxemburgo, na Noruega, em Portugal e, no caso das anuidades relativas ao terceiro ano daquele período, na Dinamarca, o Governo Turco deverá assegurar, durante os três primeiros anos daquele período, para cada um destes países credores, transferências anuais que, no total, representem 2 por cento do montante total das anuidades transferidas durante o ano correspondente.

f. Nos seis últimos anos daquele período, as anuidades transferidas para cada país credor serão sucessivamente iguais a um sexto, um quinto, um quarto, um terço, metade e ao resto do montante total dos pagamentos aguardando transferência para esse país em 31 de Dezembro do ano anterior àquele em que a anuidade correspondente é transferida.

g. O Governo Turco deverá transferir cada anuidade, de acordo com as listas previstas no parágrafo a do artigo 8.º, em quatro parcelas de igual montante, em 30 de Junho, 30 de Setembro, 31 de Dezembro e 31 de Março de cada ano, contanto que:

- i. Durante o primeiro ano as parcelas sejam transferidas, respectivamente, o mais tardar, em 31 de Julho, 31 de Outubro, 31 de Dezembro de 1959 e 31 de Março de 1960;
- ii. O montante a transferir de harmonia com as disposições do presente parágrafo seja reduzido do montante de qualquer pagamento cuja contrapartida tenha sido utilizada na Turquia nos termos do artigo 9.º e que devesse ter sido transferido durante o ano correspondente.

ARTIGO 8.º

Execução do plano de transferência

a. As Autoridades turcas competentes, depois de consultarem a instituição adequada de cada país credor, deverão organizar periodicamente listas que determi-

nem os credores de cada país para os quais a instituição adequada da Turquia transferirá os pagamentos.

b. As listas a que se refere o parágrafo anterior serão organizadas pela ordem de liquidação estipulada de comum acordo entre o Governo Turco e a Parte Contratante interessada e darão prioridade a qualquer credor possuidor de créditos cujo montante global não exceda um especificado montante fixado de comum acordo. A ordem de liquidação poderá ser posteriormente alterada de comum acordo.

c. A fim de efectuar a transferência para os credores especificados nas listas a que se referem os parágrafos anteriores, a instituição adequada da Turquia transmitirá, por intermédio da instituição adequada do país credor interessado, uma ordem de pagamento a favor de cada um dos referidos credores, tendo em conta as disposições do artigo 10.º e de harmonia com a notificação feita nos termos dos parágrafos c e d do artigo 5.º

ARTIGO 9.º

Utilização de fundos na Turquia

a. Sob condição de estar devidamente autorizado para esse fim pelas Autoridades turcas e, se for caso disso, sob reserva da regulamentação de câmbios do país credor interessado, o credor pode utilizar, em moeda turca, todo ou parte de um pagamento aguardando transferência que lhe seja devido para efectuar na Turquia, por conta própria, investimentos ou qualquer outra despesa.

b. Na medida em que deva ser utilizado de harmonia com as disposições do parágrafo anterior, o pagamento aguardando transferência será reconvertido em moeda turca, às taxas de câmbio que estejam efectivamente em vigor na Turquia, na data da reconversão, para operações da mesma natureza efectuadas sob a forma de novas remessas em divisas.

ARTIGO 10.º

Juros de mora

a. O Governo Turco pagará ao credor um juro de mora de 3 por cento ao ano por qualquer pagamento aguardando transferência, tanto que o referido pagamento não tenha sido utilizado na Turquia nos termos do artigo 9.º

b. Apesar das disposições do parágrafo anterior, não será pago nenhum juro de mora quando, de harmonia com as disposições contratuais devidamente autorizadas pelas Autoridades turcas, o devedor se tiver comprometido a pagar ao credor um juro (chamado no presente Acordo «juro de mora contratual») a partir da data em que o pagamento é exigível e até à execução da transferência. Os pagamentos efectuados ao Banco Central da Turquia, relativos a juros de mora contratuais, serão:

- i. Calculados de acordo com os princípios expostos no parágrafo a, iii, do artigo 5.º e transferidos para o credor interessado nos termos deste artigo e segundo os princípios expostos no parágrafo a, ii, do artigo 6.º;
- ii. Considerados juros de mora para efeitos da transferência prevista nos parágrafos d e e.

c. O juro de mora deverá ser pago a partir da data da assinatura do presente Acordo ou da data em que o pagamento é devido, se esta segunda data for posterior a primeira, até à execução da transferência do paga-

mento ou até à sua utilização em virtude do artigo 9.º O juro de mora será determinado e transferido na moeda adequada.

d. Sob reserva do parágrafo e, o juro de mora será pago e transferido para o credor interessado em 31 de Dezembro de cada ano, ficando entendido, todavia, que por cada transferência de principal o respectivo juro devido será transferido simultaneamente.

e. Apesar das disposições do parágrafo d, o juro de mora relativo aos pagamentos aguardando transferência que, nos termos do referido parágrafo, é devido em 31 de Dezembro de 1959 poderá ser transferido posteriormente, mas, em qualquer caso, antes de 1 de Janeiro de 1961. No caso de ser transferido numa data posterior a 31 de Dezembro de 1959, o montante total do juro pagável até essa data, de harmonia com o parágrafo c, será pago e transferido na mesma ocasião.

ARTIGO 11.º

Acordos de amortização anteriores

a. Os Acordos bilaterais anteriores concluídos pelo Governo Turco com qualquer outra Parte Contratante relativos à amortização das dívidas comerciais externas turcas, bem como as disposições a ela relativas de outros Acordos concluídos entre o Governo Turco e qualquer outra Parte Contratante, deixarão de se aplicar a partir da data da assinatura do presente Acordo e serão revogados pelos Acordos bilaterais que se concluírem nos termos do artigo 13.º, com efeito a partir da data da entrada em vigor do presente Acordo.

b. Ao revogar os referidos Acordos ou disposições, as Partes interessadas estipularão que no que respeita a qualquer conta aberta em nome do Banco Central da República da Turquia pela instituição competente do país credor, nos termos dos referidos Acordos bilaterais ou disposições:

- i. Os montantes creditados àquele Banco Central antes de 5 de Agosto de 1958 serão utilizados como estiver previsto no Acordo bilateral ou nas disposições em questão;
- ii. Os montantes creditados àquele Banco Central a partir dessa data serão postos à disposição do mesmo Banco.

ARTIGO 12.º

Banco Central da República da Turquia

Na execução das disposições do presente Acordo, o Banco Central da República da Turquia actuará como agente do Governo Turco e em caso algum incorrerá em qualquer obrigação derivada do presente Acordo.

ARTIGO 13.º

Acordos bilaterais

a. Entre o Governo Turco e cada uma das outras Partes Contratantes serão concluídos Acordos bilaterais que fixem as modalidades técnicas de aplicação do presente Acordo. Esses Acordos bilaterais conterão igualmente disposições relativas à revogação de qualquer Acordo anterior de amortização e de quaisquer disposições relativas a este assunto, de harmonia com o artigo 11.º do presente Acordo.

b. Os Acordos bilaterais deverão ser compatíveis com as disposições do presente Acordo. No caso de incompatibilidade entre as disposições do presente Acordo e as disposições de um Acordo bilateral, prevalecerão as

do presente Acordo. Todavia, as disposições do Acordo bilateral entre o Governo Turco e o Governo Italiano, vinculadas às modalidades especiais consideradas pelas Autoridades italianas com o fim de aplicar o presente Acordo aos credores residentes na Itália e resultantes da substituição eventual dos referidos credores por uma instituição que seria designada pelas referidas Autoridades no Acordo bilateral, não serão consideradas incompatíveis com as disposições do presente Acordo.

ARTIGO 14.º

Permuta de informações

a. As Partes Contratantes permutarão entre si os textos dos Acordos bilaterais, bem como todas as informações necessárias para a boa execução do presente Acordo. Essas informações serão, em especial, as seguintes:

- i. Notas, a elaborar o mais depressa possível e, em qualquer caso, antes de 1 de Janeiro de 1961, que indiquem os montantes totais dos pagamentos aguardando transferência em 5 de Agosto de 1958 e à data da assinatura do presente Acordo;
- ii. Notas, a elaborar no princípio de cada ano civil seguinte, que indiquem o montante total dos pagamentos aguardando transferência em 31 de Dezembro do ano anterior;
- iii. Notas, a elaborar no princípio de cada ano civil, que indiquem o montante total dos pagamentos aguardando transferência cuja contrapartida foi utilizada na Turquia durante o ano anterior, nos termos do artigo 9.º, e que indiquem ao mesmo tempo o montante dos pagamentos aguardando transferência utilizados anteriormente nos termos daquele artigo que tivessem sido transferidos durante o ano anterior;
- iv. Notas, a elaborar no princípio de cada ano civil, que indiquem os montantes totais dos pagamentos relativos a dívidas, juros de mora e juros de mora contratuais transferidos durante o ano anterior.

b. Os montantes indicados nas notas previstas no parágrafo anterior serão expressos, em relação a cada país credor, nas moedas adequadas, bem como em dólares dos Estados Unidos calculados na base da paridade definida no parágrafo d do artigo 7.º

c. As notas previstas nas alíneas i e ii do parágrafo a serão previamente submetidas pela instituição adequada designada pelo Governo Turco, para fins de verificação, à instituição adequada designada para este efeito por cada uma das Partes Contratantes, que deverá informar a instituição adequada turca do resultado do inquérito efectuado para efeito dessa verificação. As notas previstas nas alíneas iii e iv do parágrafo a serão objecto de uma confrontação entre a instituição adequada designada pelo Governo Turco e a instituição adequada designada para esse fim por cada Parte Contratante.

d. Os textos dos Acordos bilaterais serão comunicados à Organização pelas Partes Contratantes interessadas. O mesmo sucederá às notas elaboradas em virtude do parágrafo a, depois da sua verificação ou confrontação, conforme o caso, nos termos do disposto no parágrafo c. As referidas Partes Contratantes pe-

dirão à Organização que comunique esses textos e essas notas às outras Partes Contratantes e ao Governo dos Estados Unidos da América.

ARTIGO 15.º

Convocação de uma Conferência

Uma Conferência, à qual as Partes Contratantes e o Governo dos Estados Unidos da América serão convidados a fazer-se representar, poderá reunir-se a convite de qualquer destes Governos. Esse convite deverá indicar com precisão o fim e as razões da Conferência.

ARTIGO 16.º

Ratificação, entradas em vigor, terminação

a. O presente Acordo será ratificado. As Partes Contratantes iniciarão dentro do prazo de seis meses as formalidades constitucionais necessárias para efeitos da ratificação do presente Acordo.

b. Os instrumentos de ratificação serão depositados junto do secretário-geral da Organização, que notificará do seu depósito todos os Signatários.

c. O presente Acordo entrará em vigor depois do depósito dos instrumentos de ratificação por todos os Signatários.

d. O presente Acordo terminará em relação a uma Parte Contratante logo que não fique nenhum pagamento aguardando transferência para um credor residente no país dessa Parte Contratante, nem qualquer dívida por liquidar a um tal credor nos termos do presente Acordo.

Em testemunho do que os abaixo assinados, devidamente autorizados para esse efeito, apuseram as suas assinaturas no presente Acordo.

Feito em Paris, a onze de Maio de mil novecentos e cinquenta e nove, em francês e inglês, ambos os textos fazendo igualmente fé, em dois exemplares, um dos quais ficará em poder do Governo Turco e o outro em poder do secretário-geral da Organização Europeia de Cooperação Económica, que transmitirá uma cópia autenticada a todos os outros Signatários.

Pela República Federal da Alemanha:

Karl Werkmeister.

Dr. Kurt Daniel.

Pela República da Áustria:

Hans Kloss.

Pelo Reino da Bélgica:

R. Ockrent.

Pelo Reino da Dinamarca:

E. Bartels.

Pela República Francesa:

François Valéry.

Pela República Italiana:

G. Cosmelli.

Pelo Grão-Ducado do Luxemburgo:

Paul Reuter.

Pelo Reino da Noruega:

Jens Boyesen.

Pelo Reino dos Países-Baixos:

Strengers.

Pela República Portuguesa:

J. Calvet de Magalhães.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

Hugh Ellis-Rees.

Pelo Reino da Suécia:

Ingemar Hägglöf.

Pela Confederação Suíça:

Agostino Soldati.

Pela República da Turquia:

O. Gökmen.

E. Bartels.

François Valéry.

J. Calvet de Magalhães.

Hugh Ellis-Rees.

Ingemar Hägglöf.

Agostino Soldati.

G. Cosmelli.

Dr. Kurt Daniel.

Hans Kloss.

H. Cambier.

A. Borge Andersen.

Michel Rougé.

Paul Reuter.

**Protocolo de aplicação provisória
do Acordo sobre as dívidas comerciais de pessoas
residentes na Turquia**

Os Signatários do Acordo sobre as dívidas comerciais de pessoas residentes na Turquia (chamado a seguir «Acordo sobre dívidas») assinado nesta data;

Desejosos de dar execução ao Acordo sobre dívidas;
Estipularam o seguinte:

1. Ressalvadas as disposições do parágrafo 4 a seguir, as Partes no presente Protocolo aplicarão a título provisório as disposições do Acordo sobre dívidas como se o referido Acordo tivesse entrado em vigor a partir da data da sua assinatura.

2. Ressalvadas as disposições do parágrafo 4 a seguir, o Governo Turco e as outras Partes no presente Protocolo deixarão provisoriamente de aplicar qualquer Acordo bilateral concluído anteriormente pelas referidas Partes relativo à amortização de dívidas comerciais externas turcas, bem como as disposições de outros Acordos concluídos entre elas sobre o mesmo assunto, como se o Acordo bilateral ou a disposição em causa tivesse sido revogado na data da assinatura do Acordo sobre dívidas com os efeitos previstos no parágrafo b do artigo 11.º do dito Acordo.

3. Ressalvadas as disposições do parágrafo 4 a seguir, o presente Protocolo entrará em vigor na data deste dia e continuará em vigor até à data do Acordo sobre dívidas.

4. Se uma Parte no presente Protocolo declarar no acto da assinatura que o Acordo sobre dívidas só poderá ser aplicado, no que lhe diz respeito, sob reserva da ratificação nos termos do disposto na sua constituição:

- i. O presente Protocolo entrará em vigor, no que respeita à referida Parte, na data do depósito do seu instrumento de ratificação, efectuado nos termos do disposto no artigo 16.º do Acordo sobre dívidas;
- ii. As disposições do Acordo sobre dívidas aplicar-se-ão então a título provisório, no que diz respeito à referida Parte, como se tivesse entrado em vigor na data indicada no parágrafo 1 anterior.

Em testemunho do que os abaixo assinados, devidamente autorizados para esse efeito, apuseram as suas assinaturas no presente Protocolo.

Feito em Paris, a onze de Maio de mil novecentos e cinquenta e nove, em francês e em inglês, ambos os textos fazendo igualmente fé, em dois exemplares, um dos quais ficará em poder do Governo Turco e o outro em poder do secretário-geral da Organização Europeia

ANEXO I

Distribuição das duas primeiras anuidades

(Em milhares de dólares dos Estados Unidos)

	1.º ano	2.º ano
Anuidades	15 000	20 000
Países credores em relação aos quais a liquidação se efectua nos termos do parágrafo c do artigo 7.º (*):		
Luxemburgo	125	194
Noruega	43	—
Portugal	132	206
	300	400
Resto	14 700	19 600

(*) A Dinamarca será incluída na distribuição da terceira anuidade.

Outros países credores	Porcentagem em relação ao total	Montantes a distribuir	Montantes a distribuir
Alemanha	22,635	3 327	4 436
Austria	2,077	305	407
Bélgica	5,373	791	1 054
França	8,732	1 284	1 711
Itália	7,175	1 055	1 406
Países Baixos	4,321	635	847
Reino Unido	28,294	4 159	5 546
Suécia	2,111	310	414
Suíça	1,261	185	247
Estados Unidos da América	18,021	2 649	3 532
	100	14 700	19 600

J. B. Jens Boyesen.

J. Strengers.

A. Fonseca Lopes.

F. A. Adams.

A. Edelstam.

E. Mürner.

O. Gökmen.

Karl Werkmeister.

R. Ockrent.

de Cooperação Económica, que transmitirá uma cópia autenticada a todos os outros Signatários.

Pela República Federal da Alemanha:

Karl Werkmeister.
Dr. Kurt Daniel.

Pela República da Áustria:

Hans Kloss.

Pelo Reino da Bélgica:

R. Ockrent.

Pelo Reino da Dinamarca:

E. Bartels.

Pela República Francesa:

François Valéry.

Pela República Italiana:

G. Cosmelli.

Pelo Grão-Ducado do Luxemburgo:

Paul Reuter.

Pelo Reino da Noruega:

Jens Boyesen.

Pelo Reino dos Países Baixos:

Strengers.

Pela República Portuguesa:

J. Calvet de Magalhães.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

Hugh Ellis-Rees.

Pelo Reino da Suécia:

Ingemar Häggblöf.

Pela Confederação Suíça:

Agostino Soldati.

Pela República da Turquia:

O. Gökmen.

Memorando relativo à assinatura do Acordo sobre as dívidas comerciais de pessoas residentes na Turquia de 11 de Maio de 1959.

1. De 22 de Setembro de 1958 a 6 de Maio de 1959 esteve reunida uma Conferência sob a égide da Organização Europeia de Cooperação Económica (chamada a seguir «Organização»). Um dos seus trabalhos era concluir Acordos relativos ao reembolso das dívidas de pessoas residentes na Turquia a pessoas residentes nos países convidados para a Conferência, vencidas ou que viessem a vencer-se nos próximos anos, e ao desdobramento do seu reembolso por um período de tempo.

2. Os Governos da República Federal da Alemanha, da República da Áustria, do Reino da Bélgica, do Reino da Dinamarca, da República Francesa, da Re-

pública Italiana, do Grão-Ducado do Luxemburgo, do Reino da Noruega, do Reino dos Países Baixos, da República Portuguesa, do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte, do Reino da Suécia, da Confederação Suíça e da República da Turquia participaram nessa Conferência. O Governo dos Estados Unidos da América igualmente tomou parte na Conferência. Em consequência da sua participação, este Governo e o Governo da República da Turquia expressaram a sua intenção de proceder a uma troca de notas relativas às dívidas comerciais de pessoas residentes na Turquia a credores dos Estados Unidos.

Os nomes dos Chefes de delegação à Conferência figuram no Anexo junto.

3. A Conferência foi presidida pelo Sr. E. A. Liefrinck, conselheiro financeiro da Delegação dos Países Baixos na Organização. Durante a ausência, por motivo de força maior, do Sr. Liefrinck, assumiram a presidência durante três semanas o Sr. T. Frey e, em seguida, o Sr. R. C. L. Brayne.

4. Por parte do secretário-geral da Organização, o Sr. R. C. L. Brayne dirigiu o secretariado da Conferência. O Sr. A. Elkin era o conselheiro jurídico da Conferência.

5. Em consequência das suas deliberações, tais como estão registadas nos seus relatórios, a Conferência preparou para assinatura dos Governos que nela tomaram parte e que são membros da Organização os instrumentos seguintes:

(a) Acordo sobre as dívidas comerciais de pessoas residentes na Turquia (chamado a seguir «Acordo»);

(b) Protocolo de aplicação provisória do Acordo sobre as dívidas comerciais de pessoas residentes na Turquia.

6. Estes instrumentos foram rubricados na última sessão da Conferência, em 6 de Maio de 1959. A Conferência, tendo reconhecido em boa e devida forma os Plenos Poderes que para aquele fim tinham sido depositados junto do secretário-geral da Organização, decidiu nessa sessão que a assinatura desses instrumentos se efectuasse em 11 de Maio de 1959.

7. Na sua última sessão, a Conferência concordou, para efeitos do Acordo, com as interpretações seguintes:

(a) A expressão «taxa de câmbio efectiva», empregada no artigo 5.º, significa a cotação oficial aumentada, se for caso disso, de qualquer prémio oficialmente cobrado na Turquia pela compra ou venda de divisas, conforme o caso;

(b) No que respeita ao parágrafo (a) (i) do artigo 6.º, o Governo Turco entende que os pagamentos efectuados ao Banco Central da República da Turquia ficarão ali, no interesse exclusivo do credor, e não poderão ser objecto de nenhuma apreensão, seja de que natureza for, contra o devedor.

8. Na sua última sessão, a Conferência tomou igualmente nota de que:

(a) Pela sua parte, o Governo dos Estados Unidos da América está disposto a comunicar à Organização o texto da troca de notas previsto no parágrafo 2 e a participar nas permutas de informações previstas no artigo 14.º do Acordo, na medida em que essas informações sejam úteis e numa base de reciprocidade;

(b) (i) O Chefe da Delegação da Bélgica declarou, a respeito do parágrafo (a) do artigo 1.º do Acordo, que tinha exposto, por várias vezes, as dificuldades que na prática poderiam surgir na Bélgica da aplicação das disposições daquele parágrafo. Todavia, perante a impossibilidade de resolver este problema na Confe-

rência e a fim de não impedir a conclusão do Acordo, o Governo Belga, depois de um estudo profundo, concordou em adoptar sem reservas o dito parágrafo, verificando contudo que, devido a isso, se acharia impossibilitado de evitar as dificuldades que pudessem surgir na Bélgica da aplicação das disposições do referido parágrafo;

(ii) O Chefe da Delegação da Turquia respondeu recordando, por seu lado, as disposições do parágrafo (b) do mesmo artigo, segundo as quais as únicas obrigações que o Governo Turco assumirá, com o fim de assegurar a liquidação de dívidas de pessoas residentes na Turquia, pertencentes às categorias indicadas no Acordo, serão as definidas no mesmo Acordo e nos Acordos bilaterais concluídos nos termos do artigo 13.º

(c) Os Chefes das Delegações da Alemanha e da Turquia declararam que, de harmonia com os princípios expostos no artigo 4.º do Acordo, os seus Governos tentavam manter em vigor as disposições do Acordo assinado em Bona a 29 de Agosto de 1956, ao qual o artigo 11.º do Acordo não se aplica;

(d) O Chefe da Delegação da Turquia declarou que as disposições do parágrafo (b) do artigo 5.º do Acordo abrangem também as autorizações que possam ter sido concedidas no mesmo sentido pelo Governo Turco quanto aos montantes transferíveis das companhias petrolíferas da Turquia provenientes de importações de produtos petrolíferos realizadas antes de 4 de Agosto de 1958.

9. Além disso, na sua última sessão, a Conferência tomou nota de que:

(a) Os Chefes das Delegações da Bélgica e dos Países Baixos declararam, a respeito do parágrafo 4 do Protocolo de aplicação provisória do Acordo, que o Acordo só poderá ser aplicado, no que se refere aos Governos Belga e Holandês, com a condição de ser ratificado de harmonia com as formalidades constitucionais dos seus respectivos países;

(b) O Presidente da Conferência declarou que, por consequência, no que se refere à República da Turquia, as disposições do Acordo aplicar-se-iam relativamente ao Reino da Bélgica e ao Reino dos Países Baixos, logo que o instrumento de ratificação do Acordo fosse depositado pelo Governo em causa, nos termos do disposto no artigo 16.º

10. Finalmente, a Conferência autorizou o Presidente e o Secretário da Conferência a assinarem o presente Memorando.

Em testemunho do que os abaixo assinados apuseram as suas assinaturas ao presente Memorando.

Feito em Paris, a onze de Maio de mil novecentos e cinquenta e nove, em francês e em inglês, ambos os textos fazendo igualmente fé, em um único exemplar, que ficará em poder do secretário-geral da Organização Europeia de Cooperação Económica, o qual transmitirá uma cópia autenticada a todos os Governos que tomaram parte na Conferência.

E. A. Liefrinck. Presidente.

R. C. Lugard Brayne, Director da O. E. C. E.

ANEXO

Nomes dos Chefes de Delegação à Conferência

Dr. K. Daniel, Alemanha.

Sr. H. Kloss, Áustria.

Sr. H. Cambier, Bélgica.

Sr. B. Andersen, Dinamarca.

Sr. H. Saint-Bris, França.

Sr. F. Conti, Itália.

Sr. A. Philippe, Luxemburgo.

Sr. P. Djønne, Noruega.

Sr. S. Boomstra, Países Baixos.

Sr. A. F. Lopes, Portugal.

Sr. D. F. Hubback, Reino Unido.

Sr. J. S. Sadler, Reino Unido.

Sr. O. Rathsmann, Suécia.

Sr. T. Frey, Suíça.

Sr. E. Mürner, Suíça.

Sr. O. Gökmen, Turquia.

Aviso

Por ordem superior se faz público que, em 3 de Julho de 1959, foi assinado em Angora um Acordo entre o Governo da República Portuguesa e o Governo da República Turca relativo às modalidades técnicas de aplicação do Acordo sobre as dívidas comerciais de pessoas residentes na Turquia, assinado em Paris a 11 de Maio de 1959, cujo texto, em francês e na respectiva tradução para a língua portuguesa, é o seguinte:

Accord entre le Gouvernement de la République Portugaise et le Gouvernement de la République de Turquie relatif aux modalités techniques d'application de l'Accord sur les dettes commerciales des personnes résidant en Turquie, signé à Paris, le 11 mai 1959.

Le Gouvernement de la République Portugaise et le Gouvernement de la République de Turquie,

Désireux de déterminer les modalités techniques d'application de l'Accord sur les dettes commerciales des personnes résidant en Turquie, signé à Paris, le 11 mai 1959 (appelé ci-dessous «Accord multilatéral»).

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

(a) Les dispositions du présent Accord s'appliqueront à toutes dettes telles qu'elles sont définies dans les articles 3 et 4 de l'Accord multilatéral, d'une personne résidant en Turquie envers une personne résidant au Portugal (appelées ci-dessous, respectivement, «débiteur turc» et «créancier portugais»).

(b) L'accord international faisant l'objet du paragraphe (v) de l'article 4 de l'Accord multilatéral est le Traité de l'Atlantique du Nord, signé à Washington, le 4 avril 1949.

ARTICLE II

(a) La Banque Centrale de la République de Turquie (appelé ci-dessous «Banque Centrale») communi-

quera, aussitôt que possible, à la Banque du Portugal, une liste des dettes envers les créanciers portugais, établie dans l'ordre chronologique des dates d'enregistrement des demandes de transferts adressées à la Banque Centrale par les débiteurs turcs, au titre des dettes en question, conformément aux dispositions de l'article 5 de l'Accord multilatéral.

(b) La Banque du Portugal effectuera, aux termes des dispositions de l'article 14 (c) de l'Accord multilatéral, la vérification nécessaire à déterminer si les dettes figurant sur la liste sus-mentionnée sont encore en instance de transfert et informera la Banque des résultats de cette vérification.

ARTICLE III

(a) La Banque Centrale transférera aux créanciers portugais, au titre des dettes figurant sur la liste vérifiée ci-haut mentionnée, les sommes suivantes:

- (i) La contrevaieur, en monnaie approprié de \$ 132 000, avant, le 1^{er} avril 1960;
- (ii) La contrevaieur, en monnaie approprié de \$ 206 000, entre le 1^{er} avril 1960 et le mars 1961;
- (iii) La contrevaieur en monnaie approprié du reliquat des dettes vérifiées envers les créanciers portugais, entre le 1^{er} avril 1961 et le 31 mars 1962.

(b) La Banque Centrale transférera en outre, aux créanciers portugais, un intérêt moratoire de 3 pour cent, l'an, conformément aux dispositions de l'article 10 de l'Accord multilatéral.

(c) La Banque Centrale effectuera les transferts prévus au paragraphe (a) ci-dessus, en qualité d'Agent du Gouvernement turc et conformément aux conditions déterminées aux articles 7 et 8 de l'Accord multilatéral, aux dates suivantes:

- (i) Au cours de la première année l'application, le 31 juillet, le 31 octobre, le 31 décembre 1959 et le 31 mars 1960, au plus tard;
- (ii) Au cours des deux années suivantes, les 30 juin, 30 septembre, 31 décembre et 31 mars de chaque année d'application.

ARTICLE IV

Aux fins des articles 5, 8 et 14 de l'Accord multilatéral, l'institution appropriée du Portugal est la Banque du Portugal.

ARTICLE V

Le présent Accord entrera en vigueur à dater de ce jour et restera en vigueur aussi longtemps que les dispositions de l'Accord multilatéral s'appliqueront au Portugal.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont apposé leur signature au bas du présent Accord.

Fait à Ankara, en deux exemplaires, le 3 juillet 1959.

Pour le Gouvernement de la République Portugaise:

José Joaquim de Mena e Mendonça.

Pour le Gouvernement de la République de Turquie:

O. Gökmen.

Acordo entre o Governo da República Portuguesa e o Governo da República da Turquia relativo às modalidades técnicas de aplicação do Acordo sobre dívidas comerciais de pessoas residentes na Turquia, assinado em Paris, a 11 de Maio de 1959.

O Governo da República Portuguesa e o Governo da República da Turquia,

Desejosos de determinar as modalidades técnicas de aplicação do Acordo sobre dívidas comerciais de pessoas residentes na Turquia, assinado em Paris, a 11 de Maio de 1959 (chamado a seguir «Acordo multilateral»),

Estipularam o seguinte:

ARTIGO I

(a) As disposições do presente Acordo aplicar-se-ão a quaisquer dívidas, tais como estão definidas nos artigos 3.^o e 4.^o do Acordo multilateral, de uma pessoa residente na Turquia a uma pessoa residente em Portugal (chamadas a seguir, respectivamente, «devedor turco» e «credor português»).

(b) O acordo internacional a que se refere a alínea (v) do artigo 4.^o do Acordo multilateral é o Tratado do Atlântico Norte, assinado em Washington a 4 de Abril de 1949.

ARTIGO II

(a) O Banco Central da República da Turquia (chamado a seguir «Banco Central») transmitirá, o mais depressa possível, ao Banco de Portugal uma lista das dívidas a credores portugueses, organizada por ordem cronológica das datas de registo dos pedidos de transferências dirigidos ao Banco Central pelos devedores turcos, relativos às dívidas em questão, de harmonia com o disposto no artigo 5.^o do Acordo multilateral.

(b) O Banco de Portugal efectuará, nos termos do disposto no artigo 14.^o (c) do Acordo multilateral, a verificação necessária para determinar se as dívidas que figuram na lista supracitada estão ainda aguardando transferência e informará o Banco dos resultados dessa verificação.

ARTIGO III

(a) O Banco Central transferirá para os credores portugueses, relativamente às dívidas que figuram na lista verificada acima citada, as importâncias seguintes:

- (i) O equivalente, em moeda adequada, a \$ 132 000 antes de 1 de Abril de 1960;
- (ii) O equivalente, em moeda adequada, a \$ 206 000 entre 1 de Abril de 1960 e 31 de Março de 1961;
- (iii) O equivalente, em moeda adequada, ao resto das dívidas verificadas a credores portugueses, entre 1 de Abril de 1961 e 31 de Março de 1962.

(b) O Banco Central transferirá, além disso, para os credores portugueses um juro de mora de 3 por cento ao ano, nos termos do disposto no artigo 10.^o do Acordo multilateral.

(c) O Banco Central efectuará as transferências previstas no parágrafo (a) anterior, na qualidade de Agente do Governo turco e de harmonia com as condições fixadas nos artigos 7.^o e 8.^o do Acordo multilateral, nas datas seguintes:

- (i) Durante o primeiro ano de aplicação, em 31 de Julho, 31 de Outubro, 31 de Dezembro

de 1959 e 31 de Março de 1960, o mais tardar.

- (ii) Durante os dois anos seguintes, em 30 de Junho, 30 de Setembro, 31 de Dezembro e 31 de Março de cada ano de aplicação.

ARTIGO IV

Para efeitos dos artigos 5.º, 8.º e 14.º do Acordo multilateral, a instituição adequada de Portugal é o Banco de Portugal.

ARTIGO V

O presente Acordo entrará em vigor a partir de hoje e continuará a vigorar enquanto as disposições do Acordo multilateral se applicarem a Portugal.

Em testemunho do que, os abaixo assinados, devidamente autorizados para esse efeito, apuseram as suas assinaturas no presente Acordo.

Feito em Angora, em duplicado, a 3 de Julho de 1959.

Pelo Governo da República Portuguesa:

José Joaquim de Mena e Mendonça.

Pelo Governo da República da Turquia:

O. Gökmen.

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares, 26 de Julho de 1961. — O Director-Geral Adjunto, *Armando Ramos de Paula Coelho.*

